A Blois, le 8 juin 2018

COMPTE-RENDU DU CTL DU 24 MAI 2018 : L'ASR VERSION
2019

Le 24 mai 2018 s'est tenu un CTL dont l'ordre du jour était : le transfert des trésoreries de Montrichard et Saint-Aignan vers Contres au 1/1/2019 ; le transfert de la gestion de trois EHPAD de la trésorerie de Mer vers la Paierie départementale (points pour avis).

Aménagement des Structures et du Réseau 2019 : après l'avoir annoncé lors d'une réunion informelle le 26 avril, M. Le Buhan a présenté son projet de **suppression des trésoreries mixtes de Montrichard et Saint-Aignan** au 1/1/2019 et le transfert de leurs agents et missions vers la trésorerie de Contres. Il s'agit des sixième et septième suppressions de ces services de proximité en seulement quatre années, réduisant notre maillage territorial de façon drastique après Salbris, Selles/Cher (2016), Onzain, Marchenoir (2017) et Montoire (2018). Les élus locaux ont, comme d'habitude, été juste informés de cette décision et ont d'ores et déjà manifesté leur opposition à ces fermetures (délibérations). Pour M. Le Buhan, « *les changements numériques renforcent le monde rural* » et justifient pour lui la suppression des structures locales. Ce n'est pas notre vision du service public de proximité, a fortiori dans des zones qui comptent de nombreuses personnes âgées et précarisées qui n'ont pas ou peu d'accès aux nouvelles technologies et ne feront pas 50 km aller-retour (quand ils pourront le faire) pour effectuer leurs démarches. La désertification des zones rurales devrait plutôt être enrayerée par le maintien d'un maillage territorial de services publics au plus près des usagers et des entreprises pour répondre à leurs besoins. Les raisons invoquées pour justifier ces suppressions de postes sont rigoureusement les mêmes d'une trésorerie à l'autre : « *la forte baisse de la charge de travail* » associée à la dématérialisation des échanges (ce dernier argument qui au passage pourrait très bien nous concerner tous, surtout que M. Le Buhan estime qu'il est « *difficile de maintenir des structures pour un service qui peut être fait n'importe où* »), la réorganisation des intercommunalités (création de la communauté de communes Val de Cher-Controis depuis le 1/1/2017), la supposée faiblesse de l'accueil physique (forcément déjà réduite par la réduction des plages horaires et qui ne tient pas compte des fortes affluences des périodes de campagne IR et d'avis) même si cela est une mission centrale de notre administration.

Autres raisons invoquées : le manque d'attractivité de ces trésoreries, entraînant de nombreuses mobilités forcées d'agents, qui crée des « *fragilités de la gestion des ressources humaines* », et chose plus surprenante, la situation immobilière des bâtiments, notamment les « *murs et sols défraîchis* » pour Montrichard ou les « *toilettes défectueuses* » pour Saint-Aignan, qui aurait pu se solutionner avec les mairies concernées (travaux ou déménagement) si ces éléments avaient conditionné le maintien de leur trésorerie. La baisse du coût des loyers n'est même pas évidente car le relogement dans une trésorerie rénovée et agrandie à Contres, où le prix du m² est plus élevé qu'à Montrichard ou Saint-Aignan, y entraînera forcément une revalorisation du loyer dont le montant reste à définir. Quant à la notion d'attractivité, elle est relative car nous pensons que de nombreux agents contraints de débiter leur carrière en région parisienne préféreraient s'installer dans de petites villes provinciales où le coût de la vie est plus abordable, si on leur en donnait la possibilité. Il serait tentant de croire que le transfert assurera la pérennité de la structure absorbante, mais à l'heure où le regroupement des missions et les suppressions d'emplois se poursuivent et s'accroissent, rien ne garantit un maintien à moyen terme. Le répit, dans l'attente de CAP 2022, désormais annoncé pour juillet, n'est toujours que de courte durée.

Le maintien de permanences (sans caisse) a été discuté entre M. Le Buhan et les maires concernés, et il a été décidé qu'elles se tiendraient dans les nouvelles maisons de service public, déjà active à Saint-Aignan, en projet à Montrichard. Il y aura 2 demi-journées hebdomadaires de permanence à Montrichard (les lundi après-midi et vendredi matin) et à Saint-Aignan, auxquelles s'ajoutera une demi-journée supplémentaire en période de campagne IR et d'avis d'échéances en fin d'année, privilégiant dans ce dernier cas les rendez-vous. Les permanences de Saint-

Aignan seront assurées systématiquement par l'équipe EDR. La permanence de Selles/Cher, également gérée par la trésorerie de Contres, pourrait disparaître à court terme en raison d'une « faible fréquentation ». Nous y voyons là les limites de la garantie donnée aux maires pour compenser les suppressions de leur trésorerie en leur faisant croire qu'une permanence remplacera auprès des usagers le service public perdu, alors que rien ne garantit leur pérennité à moyen voire à court terme (celle de Selles/Cher avait été mise en place en 2016 seulement). Les Maisons de Service Public sont avant tout une façade destinée à faire croire que tous les services publics disparus sont toujours là, alors qu'il ne s'agira que de renseignements simples et de distribution d'imprimés. La piste de la visio-conférence a été avancée pour traiter les demandes des usagers avec une expérimentation prévue à l'automne. De telles expérimentations, qui rentrent dans le cadre du « service qui peut être fait n'importe où », ne peuvent en tout cas fonctionner sans personnel.

Les agents concernés, qui ont été informés entre le 23 avril et le 2 mai, sont au TAGERFIP 2 B et 2 C à Montrichard, 2 B et 1 C à Saint-Aignan, qui seront rejoints à Contres par deux cadres A adjoints du chef de poste. Les deux cadres A+ auront une priorité absolue sur le mouvement IDIV qui sortira en septembre/octobre pour 2019, à défaut ils seront en surnombre à la direction avec garantie de rémunération comptable sur trois ans.

Nous avons voté CONTRE, comme toutes les O.S. Le même vote a été reconduit lors de la 2^e convocation, le 7 juin, en présence de notre nouveau DDFIP M. Alain Chapon. Le maillage territorial de notre réseau de trésoreries se réduit comme peau de chagrin. Les usagers, qui avaient pourtant très largement signé la pétition intersyndicale contre cette fermeture (en seulement quatre années, la vallée du Cher sera passée de trois trésoreries en activité à zéro), et collectivités locales vont perdre un nouveau service public de proximité, et les agents devront s'adapter à une flexibilité imposée. L'ASR ne sert que de justificatif aux suppressions d'emplois dogmatiques.

Transfert de la gestion de trois EHPAD de la trésorerie de Mer vers la Paierie départementale : après le transfert au 1/1/2018 vers la Paierie départementale de quatre EHPAD de trésoreries mixtes (deux de Bracieux, un de Contres et un de Montoire), la direction annonce la suite de l'opération de concentration de cette mission avec le transfert cette fois-ci de la gestion budgétaire et comptable de trois EHPAD dépendant de la trésorerie de Mer (Marchenoir, Mer et Beauce-la-Romaine) au 1/1/2019. La justification est le manque de personnels, « nuisant à la qualité et à la continuité du service rendu ». Le transfert de missions servant de prétexte à la disparition des trésoreries mixtes, on peut s'inquiéter quant à l'avenir des petites structures, à commencer par celle de Mer dans le cas présent.

Nous avons été surpris de découvrir l'absence d'évaluation de la charge de travail en équivalent temps plein travaillé (ETPT) puisque la gestion de 3 EHPAD représente en fait quasiment 1 ETPT. La direction estime que ce transfert de mission permettra à la Paierie départementale d'augmenter sa charge de travail, jusqu'ici inférieure à d'autres services, et lui évitera ainsi une nouvelle suppression d'emploi.

Nous avons voté CONTRE, comme la CFDT et la CGT. FO et CFTC se sont abstenues.